

SUR LE FRONT DU TRAVAIL

Poursuite et renforcement du mouvement de grève à l'EDF, aux Brasseries de Bourbon et à la SOGEBAT

Devant l'intransigeance de la direction de l'EDF à Paris et les mesures discriminatoires à l'encontre du personnel réunionnais, la CGTR appelle ses adhérents et

sympathisants à la grève aujourd'hui, mardi 11 mai. Les cadres de l'UNCM se joignent au mouvement et font grève aujourd'hui.

C. G. T. R.
Syndicat des Travailleurs
E.D.F. Centre Réunion

MOTION

«La C.G.T.R. informe ses adhérents et sympathisants que les discussions qui ont eu lieu le 4 Mai 1976 au C.N.S.P. entre les organisa-

tions syndicales et la direction générale d'E.D.F. n'ont pas donné des résultats escomptés.

«Ces négociations reprendront le 12 Mai 1976.

«La C.G.T.R. proteste énergiquement contre la lenteur de la direction générale d'E.D.F. à solutionner les justes revendications du per-

sonnel.

«Elle réaffirme sa position en ce qui concerne :

«1*. L'application intégrale du statut national

«2*. L'intégration du personnel des ex-sociétés, au sein d'E.D.F.

«3*. Le maintien des avantages acquis (en particulier le droit à la retraite à

55 ans pour l'ensemble du personnel).

«4*. La suppression de toute discrimination

«5*. Le complément de rémunération

«6*. Les avantages familiaux

«7*. Les voyages en Mé-

(suite en page 4)

PROPOSITION PATRONALE RIDICULE

Depuis hier, aux Brasseries de Bourbon, le mouvement de grève illimitée déclenché par le personnel est entré dans sa deuxième semaine. Il risque de persister encore longtemps.

Dans cette affaire, la direction de l'entreprise ne cesse d'accumuler erreurs et provocations.

* D'abord, elle est restée sourde jusqu'au 3 mai aux revendications des salariés qui une semaine auparavant, par l'intermédiaire des représentants syndicaux, avaient

cependant, réclamé des discussions et formulé leurs revendications.

* Ensuite, le 3 mai, elle a visiblement au moins, laissé faire le cadre qui a exercé des voies de faits sur l'un des ouvriers chez qui le mécontentement couvait depuis longtemps, provoquant ainsi l'ouverture du conflit ;

* Enfin, on apprend hier, que les patrons des Brasseries tentaient d'échapper à une discussion sérieuse avec les représentants des salariés.

Ils avancent des propositions dont le caractère dérisoire est indiscutable. Ils pro-

(suite en page 4)

Témoignages

QUOTIDIEN DU PARTI COMMUNISTE RÉUNIONNAIS

74 B - RUE MARECHAL LECLERC - SAINT-DENIS - LA RÉUNION - B.P. 192 - TÉL: 21.13.07

MARDI
11 MAI 1976

numéro 6 675

Le numéro: 0,60 FF
ABONNEMENT
12,50 FF par mois

C.P.P.A.P.: 41 591

UN DOCUMENT OFFICIEL LE RECONNAIT :

«L'appareil productif est déséquilibré, le secteur agricole se dégrade, le secteur industriel stagne»

I - « Près de la moitié de la population active ne peut pas travailler »

Le Comité économique et social de la Réunion va se réunir jeudi prochain 13 mai à 9 heures dans les locaux de la Chambre d'agriculture. L'ordre du jour de cette séance de travail appelle l'étude d'un Programme d'aménagement des hauts élaboré par la direction départementale de l'Agriculture avec le concours d'un groupe de travail composé de représentants de l'O.N.F., de la

Chambre d'Agriculture, de la SAFER, de la Caisse de Crédit agricole, de l'IRAT, de la Chambre des métiers, et du Bureau de promotion industrielle. A l'heure où il est tant question de concertation, on notera l'absence, dans ce groupe de travail des premiers intéressés : les planteurs.

(suite en page 2)

LES PECHEURS ONT DÉPOSÉ LEURS ROLES HIER

Ils ne peuvent plus attendre les diminutions promises depuis deux ans

Les pêcheurs sont en colère, et ils n'ont pas tort. Quinze jours après leurs manifestations dans le port de plaisance de Saint-Gilles, ils sont venus à Saint-Denis et ont déposé hier leurs rôles. Cent-six, sur quelque trois cents ont été ainsi remis entre les mains des responsables des affaires maritimes.

Pour exercer leur pénible métier qui leur fournit un revenu brut à peine égal au SMIC, les pêcheurs doivent en effet payer chaque mois une vingtaine de milliers de francs CFA de rôle et de cotisations, ce qui représente la moitié de ce qu'ils gagnent péniblement.

C'est là une situation qui contribue à écraser les pêcheurs et qui ne peut plus durer. D'autant plus que promesse leur avait été faite par

(suite en page 4)

DJIBOUTI

Alli Aref au bord du gouffre UN A UN, SES AMIS L'ABANDONNENT

A Djibouti, l'avenir politique d'Ali Aref ne tient plus qu'à un fil : même ses propres amis l'abandonnent. Il ne lui reste plus qu'une voix de majorité à l'assemblée territoriale dont il avait pourtant pris soin d'exclure toute opposition.

En moins d'une semaine, le nombre de ceux qui, à l'instar même de la prétendue «majorité», se déclarent opposés au chef du gouvernement du Territoire français

des Afars et des Issas (TFAI) est passé de 16 à 19. Deux nouvelles défections et Ali Aref gouverne avec une «minorité».

* Jeudi 6 mai : M. Maha-

med Djama Elabe, donne sa démission de membre du Conseil de gouvernement. Il est ministre des Travaux publics. Il réclame la formation d'un gouvernement d'Union avec la participation de la Ligue populaire africaine pour l'Indépendance : (L.P.A.I.).

Il condamne le comportement d'Ali Aref dans les événements de Tadjourah qui,

souligne-t-il, ont «dissipé les derniers doutes sur la voie partisane et les méthodes violentes où s'est engagé le président Ali Aref».

* Dès le 7 mai, on enregistre une nouvelle défection, M. Ahmed Aloued Ali, pour les mêmes raisons, cesse d'appartenir à la «majorité» fabriquée d'Ali Aref.

* Samedi 8 mai: cette fois, c'est Abdillahi Ahmed God qui s'en va. Il réclame, à son tour, un «gouvernement d'union».

A n'en pas douter, les événements de Tadjourah ont accéléré la déconfiture d'Ali Aref dont les autorités de Paris tirent les ficelles.

(suite en page 2)

LA BRUCELLOSE A LA REUNION ?

La rumeur persiste sur l'existence de cette maladie du bétail bovin dans l'île..

..Malgré l'émotion, l'administration se tait